

quel qu'en soit le nombre. Mais c'est un peu comme dire que l'État devrait fournir une limousine à tous ceux qui en manifestent le désir. Il peut être raisonnable d'exiger que les autorités municipales fournissent des moyens de transport en commun ou que les gouvernements fassent en sorte qu'il y ait suffisamment de permis de taxi en circulation. Il ne le serait pas par contre de dire que les autorités devraient fournir une limousine à chaque citoyen.

Nous pouvons améliorer nos services médicaux, mais quelles que soient les améliorations qu'on leur apporte, il ne faudra pas s'attendre au nec plus ultra, parce que ce n'est pas pour cela que l'on paie. Nos services de police et nos réseaux de transport sont assujettis aux mêmes limites. Nous ne pouvons pas avoir le service de luxe en tout: nous ne pouvons pas nous le permettre.

Il y a des Canadiens qui ont les moyens de se payer des services médicaux hauts de gamme. Certains de ces Canadiens comptent parmi les opposants les plus virulents à notre régime d'assurance-maladie. Ils voudraient que l'État canadien leur permette de se doter de leurs propres hôpitaux privés, où ils pourraient acheter et obtenir des soins de santé de luxe. C'est ce que proposait la Chambre de commerce du Québec. Les hôpitaux réservés aux riches auraient davantage de médecins, de lits, de salles d'opération et de matériel pour chaque malade que n'en ont les hôpitaux publics. Le personnel de ces hôpitaux toucherait des salaires beaucoup plus élevés. Les malades dont les moyens financiers seraient insuffisants ne pourraient pas être admis dans ces hôpitaux.

Pourquoi ne faut-il pas céder à la demande de ces Canadiens mieux nantis? Parce que ces hôpitaux attireraient un trop grand nombre des médecins que nous avons contribué à former en grande partie à l'aide des deniers publics, et cela vaut aussi pour les infirmiers et les infirmières, les techniciens et les techniciennes de laboratoire. Ces spécialistes viendraient à manquer dans les hôpitaux publics. Il n'est pas déraisonnable de penser qu'un certain nombre de nos chirurgiens les plus talentueux préféreraient réaliser des opérations compliquées dans les hôpitaux privés plutôt que dans les hôpitaux publics, où leurs honoraires seraient 10 fois moindres. Bientôt, les hôpitaux privés réservés aux riches achèteraient des organes pour des transplantations. Bientôt, les mieux nantis auraient de meilleures chances de survivre. C'est là où en sont les choses à l'heure actuelle aux États-Unis.

Les soins de santé devraient figurer au nombre des droits à l'égalité de tous les citoyens, comme celui à la protection de la loi et de nos forces armées, et le droit de vote. Des citoyens en santé coûtent moins à la société que des citoyens malades. Les pauvres risquent déjà davantage d'être malades que les riches: nous ne devrions pas les punir encore davantage par notre régime de soins de santé. Les gens ne naissent pas tous égaux, mais ils viennent tous au monde avec un besoin égal de soins de santé lorsque la chose est nécessaire. L'égalité dans le domaine de la santé se tient sur le plan économique. Elle est aussi justifiée sur le plan moral, et tout ce qui est moral est bon sur le plan des politiques.

L'honorable Orville H. Phillips: Honorables sénateurs, je suis désolé d'interrompre le sénateur Gigantès. Nous nous

sommes entendus pour suspendre la séance de midi et demi à 14 heures, et j'en fais la proposition.

Le sénateur Gigantès: Honorables sénateurs, je terminerai dans deux ou trois heures.

L'honorable William J. Petten: Honorables sénateurs, nous en avons discuté, et nous sommes d'accord.

Le sénateur Phillips: Ce sera tout simplement tout aussi ennuyant dans deux heures.

Le sénateur Gigantès: On ne me paie pas pour vous amuser, monsieur, seulement pour vous instruire.

• (1250)

(La séance est suspendue.)

Le Sénat reprend sa séance à 14 heures.

Son Honneur le Président pro tempore: La séance reprend.

L'honorable Philippe Deane Gigantès: Je vais poursuivre les observations que j'ai entrepris de faire plus tôt avant de soulever la question de privilège, que je me vois forcé de soulever en raison des insultes grossières et malhonnêtes qui ont été proférées à mon endroit par le chef de l'opposition. J'y reviendrai.

Le sénateur Cools: Qui pourrait bien faire une telle chose?

Le sénateur Gigantès: Voyons! Lowell Murray, selon ses bonnes habitudes. Je continue:

Nous devrions améliorer notre régime de soins de santé, qui existe pour les riches autant que pour les pauvres. De nombreux experts se sont penchés sur le problème, et il y a deux avenues principales pour améliorer le régime, et aucune n'exige davantage d'argent.

Dans leur livre intitulé *Second Opinion, What's Wrong with Canada's Health Care System*, Michael Rachlis et Carol Kushner prétendent que nous dépenserions beaucoup moins si nous insistions davantage sur la prévention que sur la guérison. Ces deux auteurs, comme d'autres l'ont aussi fait, ont relevé le fait que le tabac tue 35,000 Canadiens chaque année et accapare des lits d'hôpital, des salles d'opération et des chirurgiens spécialisés en soins thoraciques. Nous pourrions donner davantage d'information au sujet des effets néfastes du tabac, mieux utiliser la publicité pour combattre cette forme d'accoutumance.

Nous pourrions faire encore davantage pour mettre un terme à la conduite en état d'ébriété. Les accidents accaparent des milliers de places dans les hôpitaux et de nombreux chirurgiens. Nous devrions aussi faire davantage d'éducation et de persuasion visant à réduire la quantité d'alcool que consomment les Canadiens. Les annonces à la télévision, dans lesquelles on laisse entendre que boire de la bière est associé à la beauté, à la jeunesse ou à la réussite dans les sports devraient être bannies.

Nous pourrions tous faire davantage d'exercice, et en faire à un âge plus avancé; manger moins de gras animal; manger davantage de légumes contenant des fibres.

Le sénateur Kelleher: Et aussi boire beaucoup d'eau.

Le sénateur Gigantès: Ce que je fais. Je poursuis:

Nous devrions faire davantage pour éliminer de notre environnement tout ce qui empoisonne notre air, notre eau et nos aliments.